

# EDUCATION STATISTICS BULLETIN DES STATISTIQUES DE L'ÉDUCATION

 STATISTICS CANADA  
STATISTIQUE CANADA

NOV 21 1990

LIBRARY  
BIBLIOTHÈQUE

ISSN 0826-8258

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$49.00 annually  
 United States: US\$5.90 per issue, US\$59.00 annually  
 Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$69.00 annually

Prix: Canada: 4,90 \$ l'exemplaire, 49 \$ par année  
 États-Unis: 5,90 \$ US l'exemplaire, 59 \$ US par année  
 Autres pays: 6,90 \$ US l'exemplaire, 69 \$ US par année

Vol. 12, No. 7

Vol. 12, n° 7

## Federal Expenditures\* in Support of Education and Training, 1982-83 to 1989-90<sup>1</sup>

## Dépenses du gouvernement fédéral\* au titre de l'éducation et de la formation, 1982-83 à 1989-90<sup>1</sup>

### Highlights

### Faits saillants

- According to estimates, federal spending in support of education and training reached \$7.0 billion in 1989-90. Since 1982-83 spending has increased 7.4% annually on average. By comparison, overall federal government spending<sup>2</sup> (excluding debt charges) rose 5.4% annually from 1982-83 to 1989-90.
- The proportion of the federal budget<sup>2</sup> allocated to education and training rose from 6.0% in 1982-83 to a peak of 7.3% in 1985-86. Since then, it has fallen every year to the current level of 6.8%.
- \* Please note that the Federal support in this bulletin refers to cash expenditures. As such, it excludes the value of tax points vacated to the provinces and territories for postsecondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977. As well, it excludes the value of any tax assistance resulting from tax reductions, exemptions and refunds relating to education and training. The total estimated value of the above support is available in various reports published by the Department of Finance, the Department of Secretary of State and the Treasury Board of Canada.

- Il est estimé que les dépenses du gouvernement fédéral en matière d'éducation et de formation ont atteint \$7.0 milliards en 1989-90. Depuis 1982-83, ces dépenses ont augmenté annuellement de 7.4% en moyenne. En comparaison, l'ensemble des dépenses<sup>2</sup> du gouvernement fédéral (à l'exclusion des intérêts sur la dette) a augmenté annuellement de 5.4% de 1982-83 à 1989-90.
- La part du budget fédéral<sup>2</sup> consacrée à l'éducation et à la formation est passée de 6.0% en 1982-83 à un sommet de 7.3% en 1985-86. Elle a depuis baissé chaque année jusqu'au niveau actuel de 6.8%.
- \* Il est à noter que les données présentées dans ce bulletin se rapporte aux dépenses en espèces. Elles excluent donc la valeur des points d'impôts libérés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. De même, elles excluent la valeur de toute forme d'aide découlant des allègements fiscaux, des exemptions et des remboursements de taxes reliés à l'éducation et à la formation. Des estimés de la valeur totale de l'aide susmentionnée sont disponibles dans les divers rapports publiés par le ministère des Finances, le Secrétariat d'État du Canada et le Conseil du Trésor du Canada.

See Footnotes at end of text.

Voir notes à la fin du texte.

November 1990

Novembre 1990

Published under the authority of the Minister of Industry, Science and Technology. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission of the Minister of Supply and Services Canada.

Publication autorisée par le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du ministre des Approvisionnements et Services Canada.


 Statistics  
Canada

 Statistique  
Canada

 Education, Culture  
and Tourism Division

 Division de l'éducation,  
de la culture et du tourisme

- Federal expenditures on education and training, as a percentage of Gross Domestic Product, grew from 1.14% in 1982-83 to 1.31% in 1985-86, then fell steadily, to 1.08% in 1989-90.
- The provinces and territories remain the principal recipients of federal funding for education and training (45.1% in 1989-90) followed by individuals (14.7%), educational institutions (14.0%) and private enterprises (11.2%). The share to the provinces and territories increased from 52.5% in 1982-83 to a peak of 56.0% in 1984-85. Since then it has fallen 11 percentage points.
- The share of support for private enterprises, individuals and associations moved in the opposite direction to that of the provinces and territories over the same period. It went from 19.3% in 1982-83 to 17.9% in 1984-85, rose to 31.5% by 1987-88, and has remained at about that level since then.
- Exprimées en pourcentage du Produit intérieur brut, les dépenses fédérales au titre de l'éducation et de la formation ont augmenté du niveau de 1.14% en 1982-83 à 1.31% en 1985-86 pour ensuite diminuer de façon soutenue jusqu'à 1.08% en 1989-90.
- Les fonds fédéraux destinés à l'éducation et à la formation sont attribués principalement aux provinces et aux territoires (45.1% en 1989-90). Viennent ensuite les particuliers (14.7%), les établissements d'enseignement (14.0%) et les entreprises privées (11.2%). La part des provinces et des territoires est passée de 52.5% en 1982-83 au maximum de 56.0% en 1984-85. Elle a depuis chuté de 11 points.
- Au cours de cette même période, l'aide accordée aux entreprises privées, aux particuliers et aux associations a suivi une tendance opposée à celle des provinces et des territoires, passant de 19.3% en 1982-83 à 17.9% en 1984-85 et augmentant ensuite à 31.5% en 1987-88, niveau auquel elle est demeurée depuis.

### Growth in Spending Slows in Recent Years

Federal spending in support of education and training totalled \$7.0 billion in 1989-90. From 1982-83, these expenditures grew 7.4% per year on average. However, the largest increases were recorded from 1982-83 to 1985-86 (13.5% annually on average); compared to 3.0% for the remainder of this period. As a result, federal expenditures on education and training as a percentage of Gross Domestic Product went from 1.14% in 1982-83 to a peak of at 1.31% in 1985-86, then fell to 1.08% by 1989-90. From another perspective, expenses per capita of Canada's population rose from \$174 in 1982-83 to \$269 in 1989-90, a 55% increase. The Consumer Price Index rose 36% over the same period.

### Postsecondary Education Share Down Slightly

The share of federal funding to postsecondary education rose to a peak of 60.4% in 1984-85 from 56.0% in 1982-83. However, it was down to a low of 54.7% in 1986-87, climbing back again to the 56.0% level by 1989-90. The major federal contributions to postsecondary education programs in 1989-90 included: cash payments<sup>3</sup> of \$2.3 billion to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977, up 2.0% from the previous year; \$895 million for university research, \$43 million more than in 1988-89; \$341 million for Canada Student Loan Programs, up 4.3% from the previous year; \$137 million for military officers' postsecondary education, an increase of 8.9% from 1988-89; \$134 million for Indian and Inuit postsecondary education, 9% more than the previous year;

See Footnotes at end of text.

### Ralentissement de la croissance des dépenses ces dernières années

Les dépenses de l'administration fédérale en matière d'éducation et de formation ont atteint \$7.0 milliards en 1989-90. Depuis 1982-83, ces dépenses ont augmenté en moyenne de 7.4% par année. Toutefois, les augmentations les plus fortes ont été enregistrées entre 1982-83 et 1985-86 (en moyenne 13.5% par année), en comparaison de 3.0% au cours du reste de la période. Par conséquent, exprimées en pourcentage du Produit intérieur brut, les dépenses de l'administration fédérale en matière d'éducation et de formation sont passées de 1.14% en 1982-83 à un maximum de 1.31% en 1985-86 pour diminuer ensuite et s'établir à 1.08% en 1989-90. Par ailleurs, les dépenses par habitant au Canada sont passées de \$174 en 1982-83 à \$269 en 1989-90, soit une augmentation de 55%. Au cours de cette même période l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 36%.

### Légère baisse de la part consacrée à l'enseignement postsecondaire

La part des dépenses engagées par l'administration fédérale pour l'enseignement postsecondaire est passée de 56.0% en 1982-83 à un sommet de 60.4% en 1984-85. Elles ont toutefois enregistré un creux de 54.7% en 1986-87 pour remonter ensuite à 56.0% en 1989-90. Les principales contributions de l'administration fédérale aux programmes d'enseignement postsecondaire en 1989-90 visaient, entre autres: les paiements en espèces<sup>3</sup> (\$2.3 milliards) transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, en hausse de 2.0% par rapport à l'année précédente; la recherche dans les universités, \$895 millions, soit \$43 millions de plus qu'en 1988-89; le programme canadien de prêts aux étudiants, \$341 millions, en hausse de 4.3% par rapport à l'année précédente; l'enseignement postsecondaire aux officiers des forces

Voir notes à la fin du texte.

\$92 million for the Official Languages in Education Program, up \$7.8 million over last year.

Along with the cash payments, the federal government also supports postsecondary education through the value of personal and corporate tax points which were transferred to the provinces in 1977. Federal contributions also take the form of tax relief such as tax exemptions, reductions and refunds relating to education and training (See note, page 1). The total estimated value of these tax points, reductions, etc. is not accounted for in this bulletin but is available in various reports published by the Department of Finance, the Department of the Secretary of State and the Treasury Board of Canada.

Vocational training, including that financed by Employment and Immigration Canada, accounted for nearly one-third of federal spending on education and training. This proportion grew annually from a low of 24.5% in 1984-85 to a high of 31.1% in 1986-87, but subsequently has fallen to 28.8% by 1989-90.

The remaining federal contributions were devoted to elementary and secondary education. This level of education's share declined from 16.5% in 1982-83 to a low of 13.7% in 1985-86. Since then, it regained 1.5 percentage points, to 15.2% in 1989-90. Funding of elementary and secondary education in 1989-90 included: \$658 million of direct contributions for Indian and Inuit education, up \$57 million from the previous year; \$154 million for the Official Languages in Education Program, \$3 million more than in 1988-89; \$149 million in grants to municipalities in lieu of school taxes, up 0.3% over last year; and \$78 million for the provision of schooling for children of armed forces personnel, up about \$5 million from 1988-89.

### Recipients' Shares Shift

The provincial and territorial governments remain the main recipients<sup>4</sup> of federal funding for education. However, their share grew from 52.5% in 1982-83 to a high of 56.0% in 1984-85, then it dropped constantly to a low of 45.1% in 1989-90. Cash payments<sup>5</sup> to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977, alone accounted for nearly one-third (\$2.3 billion) of total federal support for education and training.

See Footnotes at end of text.

armées, \$137 millions, en hausse de 8.9% par rapport à 1988-89; l'enseignement postsecondaire aux Indiens et aux Inuit, \$134 millions, soit 9% de plus que l'année précédente; et le programme des langues officielles dans l'enseignement, \$92 millions, soit \$7.8 millions de plus que l'année précédente.

Outre les versements en espèces, l'administration fédérale aide aussi l'enseignement postsecondaire par l'intermédiaire de la valeur des points d'impôt personnel et des points d'impôt des corporations transférés aux provinces en 1977. Les contributions fédérales prennent aussi la forme d'allègements fiscaux tels que les exemptions, les réductions et les remboursements d'impôt ayant trait à l'éducation et à la formation (voir nota, page 1). Le présent bulletin ne tient pas compte de la valeur totale estimée de ces points d'impôt, réductions, etc. mais cette valeur est indiquée dans divers rapports publiés par le ministère des Finances, le Secrétariat d'Etat du Canada et le Conseil du Trésor du Canada.

La formation professionnelle, y compris celle financée par Emploi et Immigration Canada, représente près d'un tiers des dépenses fédérales en matière d'éducation et de formation. Ce pourcentage a augmenté chaque année, passant d'un creux de 24.5% en 1984-85, à un sommet de 31.1% en 1986-87, pour ensuite baisser à 28.8% en 1989-90.

Le reste des fonds fédéraux est attribué à l'enseignement élémentaire et secondaire. La part des dépenses consacrée à ce niveau d'enseignement, qui a atteint un sommet de 16.5% en 1982-83, a ensuite diminué jusqu'à 13.7% en 1985-86. Depuis, elle a rattrapé 1.5 point pour s'établir à 15.2% en 1989-90. Les fonds consacrés en 1989-90 à l'enseignement élémentaire et secondaire comprenaient: les contributions directes à l'enseignement aux Indiens et aux Inuit, \$658 millions, soit une hausse de \$57 millions par rapport à l'année précédente; le programme des langues officielles dans l'enseignement, \$154 millions, soit \$3 millions de plus qu'en 1988-89; les subventions aux municipalités tenant lieu de taxes scolaires, \$149 millions, soit une hausse de 0.3% par rapport à l'année précédente; et l'enseignement aux enfants des membres des forces armées, \$78 millions, soit une hausse de \$5 millions par rapport à 1988-89.

### Variations de la part des bénéficiaires

Les administrations provinciales et territoriales demeurent les principaux bénéficiaires<sup>4</sup> de l'aide fédérale au titre de l'enseignement. Toutefois, après avoir enregistré une hausse et être passée de 52.5% en 1982-83 à un sommet de 56.0% en 1984-85, la part qui leur est attribuée a baissé de façon constante jusqu'à un creux de 45.1% en 1989-90. Les paiements en espèces<sup>5</sup> transférés aux provinces et territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé représentaient à eux seuls près d'un tiers (\$2.3 milliards) du total de l'aide fédérale en matière d'éducation et de formation.

Voir notes à la fin du texte.

In 1985-86, the distribution of federal contributions among the various recipients changed noticeably. Payments to the provinces and territories dropped significantly in proportion, as those to private enterprises and associations became larger. These shifts were a direct result of the restructuring of programs administered by Employment and Immigration Canada. Federal funding to private enterprises, individuals and associations climbed from about \$825 million in 1982-83 to \$2.2 billion in 1989-90; an average annual increase of 15.1%.

The federal government's internal education spending, as a share of the total, dropped significantly from a high of 12.2% recorded in 1982-83 to 7.1% in 1988-89; however, according to estimates, it rose slightly in 1989-90, to 7.4%. These internal expenditures include: the education of inmates in federal penitentiaries and children of armed forces personnel; organization costs of providing general and official languages training to federal employees; administrative costs of education-related programs; and the education of Indians and Inuit in federally operated schools.

In addition, the federal government transfers money directly to educational institutions; from 1982-83 to 1989-90, institutions received about 12% to 14% of total contributions. This funding was mainly for sponsored research in universities, Indian and Inuit education, and reimbursements to school boards for providing education to armed forces dependents. In total, \$987 million was transferred in 1989-90, for an average annual increase of 7.9% from 1982-83.

### Capital Funding Up in 1989-90

Capital expenditures, which make up less than four percent of total federal spending on education and training, rose from \$87 million in 1982-83 to a high of \$198 million in 1984-85, then fell to just under \$90 million in 1988-89. Estimates indicate a \$10 million increase for 1989-90. From 1982-83 to 1986-87, the bulk of capital funding was for elementary and secondary facilities and for schools operated jointly by the federal government and the Indians and Inuit. The Skills Growth Fund<sup>6</sup>, administered by Employment and Immigration Canada also received a large share of capital funds during this period. However, starting in 1986-87, sharp reductions in capital funding to the Skills Growth Fund contributed significantly to the overall reduction in capital expenditures from \$133 million to \$90 million in 1988-89. In 1989-90, the overall increase (12%) in capital spending was mainly attributable, therefore, to an increase in spending for Indian and Inuit education which also rose about 12%.

See Footnotes at end of text.

En 1985-86, on observe un changement marqué dans la répartition des dépenses fédérales selon le genre de bénéficiaires. Les versements effectués aux provinces et aux territoires sont définitivement en baisse, tandis que ceux destinés aux entreprises privées et aux associations sont devenus plus importants. Ce changement est dû à la restructuration des programmes de formation d'Emploi et Immigration Canada. L'aide financière fédérale pour les entreprises privées, les particuliers et les associations est passée de \$825 millions en 1982-83 à \$2.2 milliards en 1989-90, soit une augmentation moyenne annuelle de 15.1%.

La part des dépenses internes de l'administration fédérale au titre de l'enseignement a enregistré une baisse importante et est passé d'un sommet de 12.2% atteint en 1982-83 à 7.1% en 1988-89; toutefois, selon les estimations, elle a légèrement augmenté et s'établit à 7.4% en 1989-90. Ces dépenses internes comprennent l'enseignement aux détenus des pénitenciers fédéraux et aux enfants des membres des forces armées; les coûts de l'organisation pour la formation générale et l'enseignement des langues officielles aux fonctionnaires fédéraux; les coûts d'administration de tous les programmes liés à l'enseignement; et les coûts de l'enseignement des Indiens et des Inuit dans les écoles relevant de l'administration fédérale.

De plus, l'administration fédérale transfère des fonds directement aux établissements d'enseignement et, entre 1982-83 et 1989-90, ces établissements ont reçu environ 12% à 14% du montant total des contributions. La majeure partie de ces fonds a été versée pour la recherche subventionnée dans les universités; l'enseignement aux Indiens et aux Inuit; et les sommes remboursées aux commissions scolaires pour l'enseignement aux personnes à la charge des membres des forces armées. Au total, \$987 millions ont été transférés en 1989-90, soit une augmentation moyenne annuelle de 7.9% par rapport à 1982-83.

### Augmentation des dépenses aux fins d'immobilisations en 1989-90

Les dépenses aux fins d'immobilisations, qui représentent moins de 4% du total des dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, sont passées de \$87 millions en 1982-83 à un sommet de \$198 millions en 1984-85; elles ont ensuite diminué jusqu'à un peu moins de \$90 millions en 1988-89. Selon les estimations, il y a eu une augmentation de \$10 millions en 1989-90. De 1982-83 à 1986-87, la majeure partie des fonds pour fins d'immobilisations a été versée aux établissements d'enseignement primaire et secondaire et aux écoles dirigées conjointement par le gouvernement fédéral et les Indiens et les Inuit. La Caisse d'accroissement des compétences professionnelles<sup>6</sup> d'Emploi et Immigration Canada a aussi reçu une part importante des fonds versés aux fins d'immobilisations au cours de cette période. Toutefois, à partir de 1986-87, la réduction majeure des fonds versés pour fins d'immobilisations à ce programme a entraîné une chute significative de l'ensemble des dépenses aux fins d'immobilisations, dépenses qui sont passées de \$133 millions à \$90 millions en 1988-89. En 1989-90, l'augmentation générale (12%) des dépenses aux fins d'immobilisations est, par conséquent, due surtout à l'augmentation des dépenses pour l'enseignement des Indiens et des Inuit qui ont, elles aussi, augmenté d'environ 12%.

Voir notes à la fin du texte.

## Provincial and Territorial Distribution of Federal Funds

Excluding cash payments<sup>7</sup> to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977, federal government spending in support of education and training increased 62.7% from \$2.5 billion in 1982-83 to \$4.1 billion in 1987-88<sup>8</sup>. In 1987-88, decreases in funding were recorded in each of the Atlantic provinces as well as in Manitoba and the two territories. However, from 1982-83 to 1987-88, Prince Edward Island and Newfoundland recorded the largest overall annual increases (19.4% and 18.4% respectively). With the exception of the two territories, Ontario reported the slowest growth; federal contributions rose 8.6% annually on average from 1982-83 to 1987-88. The growth rate for the remaining provinces and territories as a whole was 10.6% annually during the same period. However, in total dollar terms, Ontario still received the largest percentage of total federal funding, about 30% in 1987-88.

See Footnotes at end of text.

## Footnotes

- 1 Data which are obtained from the various departments and agencies represent actual expenditures for 1982-83 to 1987-88, budgeted amounts for 1988-89 and estimates or forecasts for 1989-90.
- 2 Excludes public debt charges. Source: **The Government Expenditure Plan, Part 1, 1990-91 Estimates.**
- 3 Postsecondary education component only.
- 4 The term "recipient" is understood to represent the direct receiver of the monies but not necessarily the receiver of the benefits.
- 5 Postsecondary component only.
- 6 Administered by the Canada Employment and Immigration Commission.
- 7 Postsecondary education component only.
- 8 The analysis only covers the years 1982-83 to 1987-88 as estimated figures for 1988-89 and 1989-90 are not available by province.

## Répartition provinciale et territoriale de l'aide fédérale

À l'exclusion des paiements en espèces<sup>7</sup> transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, les dépenses de l'administration fédérale au titre de l'éducation et de la formation se sont accrues de 62.7% et sont passées de \$2.5 milliards en 1982-83 à \$4.1 milliards en 1987-88<sup>8</sup>. En 1987-88, l'aide a diminué dans chacune des provinces de l'Atlantique ainsi qu'au Manitoba et dans les deux territoires. Toutefois, de 1982-83 à 1987-88, l'île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve ont enregistré les hausses annuelles les plus importantes (19.4% et 18.4% respectivement). Si l'on exclut les deux territoires, c'est l'Ontario qui a connu la progression la plus lente, les contributions fédérales ayant augmenté de 8.6% par année de 1982-83 à 1987-88. Le taux de croissance de l'ensemble des autres provinces et des territoires s'établit à 10.6% par année au cours de la même période. Cependant, en dollars, l'Ontario demeure la province qui a reçu la plus grande part de l'aide fédérale, soit 30% du montant total en 1987-88.

Voir notes à la fin du texte.

## Notes

- 1 Les données qui ont été obtenues des divers ministères et organismes représentent les dépenses réelles de 1982-83 à 1987-88, les sommes prévues au budget de 1988-89 et les estimations ou prévisions de 1989-90.
- 2 À l'exclusion des intérêts de la dette publique. Source: **Plan de dépenses du gouvernement, Partie 1, 1990-91, Budget des dépenses.**
- 3 Composante pour l'éducation postsecondaire seulement.
- 4 Le terme "bénéficiaire" désigne ici l'entité qui touche directement les fonds, il ne s'agit pas nécessairement de celle qui bénéficie de l'avantage.
- 5 Composante pour l'éducation postsecondaire seulement.
- 6 Caisse administrée par la Commission de l'Emploi et l'Immigration du Canada.
- 7 Composante pour l'éducation postsecondaire seulement.
- 8 Cette analyse ne porte que sur les années 1982-83 à 1987-88, étant donné que les estimations de 1988-89 et de 1989-90 ne sont pas encore disponibles pour chaque province.

**Table 1**  
**Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Level of Education and Related to Selected Socio-economic Indicators, Canada and Foreign, 1982-83 to 1989-90**

Level of education – Niveau d'enseignement		1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
Elementary and secondary – Élémentaire et secondaire	\$'000 %	705,011 16.5	761,135 14.9	841,901 15.1	855,751 13.7
Postsecondary – Postsecondaire	\$'000 %	2,399,671 56.0	3,082,964 60.3	3,376,086 60.4	3,506,564 56.0
Vocational – Formation professionnelle	\$'000 %	1,178,942 27.5	1,264,598 24.8	1,369,011 24.5	1,892,793 30.3
<b>Total expenditures – Dépenses totales</b>	<b>\$'000 %</b>	<b>4,283,624 100.0</b>	<b>5,108,697 100.0</b>	<b>5,586,998 100.0</b>	<b>6,255,108 100.0</b>
Per capita of population <sup>1</sup> – Par habitant <sup>1</sup>	\$	174	206	224	249
As a % of GDP <sup>2</sup> – En % du PIB <sup>2</sup>	%	1.14	1.26	1.26	1.31

<sup>1</sup> The population is as of June 1st.

<sup>1</sup> La population est celle du 1<sup>er</sup> juin.

<sup>2</sup> GDP is on a calendar year basis.

<sup>2</sup> Le PIB est sur la base de l'année civile.

**Tableau 1**  
**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation selon le niveau d'enseignement et par rapport à certains indices socio-économiques, Canada et étranger, 1982-83 à 1989-90**

**Table 1**  
**Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Level of Education and Related to Selected Socio-economic Indicators, Canada and Foreign, 1982-83 to 1989-90**

Level of education – Niveau d'enseignement		1986-87	1987-88	1988-89 <sup>P</sup>	1989-90 <sup>E</sup>
Elementary and secondary – Élémentaire et secondaire	\$'000 %	919,349 14.2	938,466 14.2	1,001,371 14.6	1,067,765 15.2
Postsecondary – Postsecondaire	\$'000 %	3,543,584 54.7	3,677,456 55.5	3,803,852 55.6	3,946,270 56.0
Vocational – Formation professionnelle	\$'000 %	2,017,169 31.1	2,004,980 30.3	2,036,455 29.8	2,029,162 28.8
<b>Total expenditures – Dépenses totales</b>	<b>\$'000 %</b>	<b>6,480,102 100.0</b>	<b>6,620,902 100.0</b>	<b>6,841,678 100.0</b>	<b>7,043,197 100.0</b>
Per capita of population <sup>1</sup> – Par habitant <sup>1</sup>	\$	256	258	264	269
As a % of GDP <sup>2</sup> – En % du PIB <sup>2</sup>	%	1.28	1.20	1.13	1.08

<sup>1</sup> The population is as of June 1st.

<sup>1</sup> La population est celle du 1<sup>er</sup> juin.

<sup>2</sup> GDP is on a calendar year basis.

<sup>2</sup> Le PIB est sur la base de l'année civile.

**Tableau 1**  
**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation selon le niveau d'enseignement et par rapport à certains indices socio-économiques, Canada et étranger, 1982-83 à 1989-90**

Table 2

**Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Type of Recipient, Canada and Foreign, 1982-83 to 1989-90**

Type of recipient	1982-83		1983-84		1984-85		1985-86	
Genre de bénéficiaire	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
<b>Governments - Gouvernements</b>								
Federal (internal) - Fédéral (interne)	522,168	12.2	546,478	10.7	562,787	10.1	556,537	8.9
Provincial / Territorial	2,252,581	52.5	2,853,918	55.8	3,129,178	56.0	3,155,368	50.5
Municipal - Municipal	103,286	2.4	115,534	2.3	136,169	2.4	119,683	1.9
Foreign - Étranger	-	-	-	-	56	..	85	..
<b>Sub-total - Sous-total</b>	<b>2,878,035</b>	<b>67.1</b>	<b>3,515,930</b>	<b>68.8</b>	<b>3,828,190</b>	<b>68.5</b>	<b>3,831,673</b>	<b>61.3</b>
<b>Educational institutions - Établissements d'enseignement</b>								
Public - Public	578,697	13.5	681,522	13.3	744,867	13.3	772,160	12.3
Private - Privés	2,274	0.1	5,232	0.1	16,336	0.3	12,411	0.2
<b>Sub-total - Sous-total</b>	<b>580,971</b>	<b>13.6</b>	<b>686,754</b>	<b>13.4</b>	<b>761,203</b>	<b>13.6</b>	<b>784,571</b>	<b>12.5</b>
<b>Private enterprises - Entreprises privées</b>								
Individuals - Particuliers	104,929	2.5	127,005	2.5	152,464	2.8	656,797	10.5
Associations - Associations	643,356	15.0	694,656	13.6	743,596	13.3	826,03	13.2
<b>Sub-total - Sous-total</b>	<b>76,333</b>	<b>1.8</b>	<b>84,352</b>	<b>1.6</b>	<b>101,545</b>	<b>1.8</b>	<b>156,028</b>	<b>2</b>
<b>Total expenditures - Dépenses totales</b>	<b>4,283,624</b>	<b>100.0</b>	<b>5,108,697</b>	<b>100.0</b>	<b>5,586,998</b>	<b>100.0</b>	<b>6,255,108</b>	<b>100.0</b>

.. Amounts too small to be expressed. - Nombres infimes.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

<sup>p</sup> Preliminary figures. - Chiffres préliminaires.

<sup>e</sup> Estimated figures. - Chiffres estimés.

Tableau 2

**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le genre de bénéficiaire, Canada et étranger, 1982-83 à 1989-90**

Table 2

**Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Type of Recipient, Canada and Foreign, 1982-83 to 1989-90**

Type of recipient	1986-87		1987-88		1988-89 <sup>p</sup>		1989-90 <sup>e</sup>	
Genre de bénéficiaire	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
<b>Governments - Gouvernements</b>								
Federal (internal) - Fédéral (interne)	569,284	8.8	468,469	7.1	487,044	7.1	522,461	7.4
Provincial / Territorial	3,068,105	47.4	3,082,799	46.6	3,131,838	45.8	3,175,784	45.1
Municipal - Municipal	123,618	1.9	136,562	2.1	148,637	2.2	149,025	2.1
Foreign - Étranger	124	..	98	-	50	-	150	-
<b>Sub-total - Sous-total</b>	<b>3,761,131</b>	<b>58.1</b>	<b>3,687,928</b>	<b>55.7</b>	<b>3,767,569</b>	<b>55.1</b>	<b>3,847,420</b>	<b>54.6</b>
<b>Educational institutions - Établissements d'enseignement</b>								
Public - Public	802,587	12.4	843,786	12.7	914,548	13.4	978,220	13.9
Private - Privés	8,641	0.1	6,863	0.1	7,977	0.1	8,280	0.1
<b>Sub-total - Sous-total</b>	<b>811,228</b>	<b>12.5</b>	<b>850,649</b>	<b>12.8</b>	<b>922,525</b>	<b>13.5</b>	<b>986,500</b>	<b>14.0</b>
<b>Private enterprises - Entreprises privées</b>								
Individuals - Particuliers	799,834	12.3	780,348	11.8	786,250	11.5	786,264	11.2
Associations - Associations	906,416	14.0	978,661	14.8	1,007,083	14.7	1,035,611	14.7
<b>Sub-total - Sous-total</b>	<b>201,493</b>	<b>3.1</b>	<b>323,316</b>	<b>4.9</b>	<b>358,251</b>	<b>5.2</b>	<b>387,402</b>	<b>5.5</b>
<b>Total expenditures - Dépenses totales</b>	<b>6,480,102</b>	<b>100.0</b>	<b>6,620,902</b>	<b>100.0</b>	<b>6,841,678</b>	<b>100.0</b>	<b>7,043,197</b>	<b>100.0</b>

.. Amounts too small to be expressed. - Nombres infimes.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

<sup>p</sup> Preliminary figures. - Chiffres préliminaires.

<sup>e</sup> Estimated figures. - Chiffres estimés.

Tableau 2

**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le genre de bénéficiaire, Canada et étranger, 1982-83 à 1989-90**

**Table 3**  
**Federal Government Expenditures in Support of**  
**Education and Training, by Level of Education and by**  
**Type of Expenditure, Canada and Foreign, 1982-83 to**  
**1989-90**

**Tableau 3**  
**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de**  
**la formation, selon le niveau d'enseignement et selon le genre de**  
**dépenses, Canada et étranger, 1982-83 à 1989-90**

Level of education	Elementary and secondary	Post-secondary	Vocational	Total expenditures
Niveau d'enseignement	Élémentaire et secondaire	Post-secondaire	Formation professionnelle	Dépenses totales
thousands of dollars - milliers de dollars				
1982-83				
Operating - Fonctionnement	650,292	2,398,210	1,147,791	4,196,293
Capital - Immobilisations	54,719	1,416	31,151	87,331
<b>Total</b>	<b>705,011</b>	<b>2,399,671</b>	<b>1,178,942</b>	<b>4,283,624</b>
1983-84				
Operating - Fonctionnement	693,410	3,080,459	1,218,944	4,992,813
Capital - Immobilisations	67,725	2,505	45,654	115,884
<b>Total</b>	<b>761,135</b>	<b>3,082,964</b>	<b>1,264,598</b>	<b>5,108,697</b>
1984-85				
Operating - Fonctionnement	762,927	3,362,766	1,262,826	5,388,519
Capital - Immobilisations	78,974	13,320	106,185	198,479
<b>Total</b>	<b>841,901</b>	<b>3,376,086</b>	<b>1,369,011</b>	<b>5,586,998</b>
1985-86				
Operating - Fonctionnement	767,992	3,468,383	1,836,928	6,073,303
Capital - Immobilisations	87,759	38,181	55,865	181,805
<b>Total</b>	<b>855,751</b>	<b>3,506,564</b>	<b>1,892,793</b>	<b>6,255,108</b>
1986-87				
Operating - Fonctionnement	839,698	3,513,642	1,994,123	6,347,463
Capital - Immobilisations	79,651	29,942	23,046	132,639
<b>Total</b>	<b>919,349</b>	<b>3,543,584</b>	<b>2,017,169</b>	<b>6,480,102</b>
1987-88				
Operating - Fonctionnement	869,923	3,662,907	1,990,232	6,523,062
Capital - Immobilisations	68,543	14,549	14,748	97,840
<b>Total</b>	<b>938,466</b>	<b>3,677,456</b>	<b>2,004,980</b>	<b>6,620,902</b>
1988-89 <sup>P</sup>				
Operating - Fonctionnement	930,434	3,794,473	2,026,942	6,751,849
Capital - Immobilisations	70,937	9,379	9,513	89,829
<b>Total</b>	<b>1,001,371</b>	<b>3,803,852</b>	<b>2,036,455</b>	<b>6,841,678</b>
1989-90 <sup>e</sup>				
Operating - Fonctionnement	991,655	3,931,207	2,019,858	6,942,720
Capital - Immobilisations	76,110	15,063	9,304	100,477
<b>Total</b>	<b>1,067,765</b>	<b>3,946,270</b>	<b>2,029,162</b>	<b>7,043,197</b>

<sup>P</sup> Preliminary figures. - Chiffres préliminaires.

<sup>e</sup> Estimated figures. - Chiffres estimés.



**Table 4**  
Federal Government Expenditures\* in Support of Education and Training, by Province and Territory, and Percent, 1982-83 to 1987-88

	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.		
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.É.	N.-B.	Qué.	Ont.
1982-83	50,353	12,985	95,155	78,705	581,376	814,215
%	2.0	0.5	3.8	3.1	23.2	32.5
1983-84	54,051	15,978	108,634	94,752	628,536	892,249
%	2.0	0.6	4.0	3.4	22.9	32.5
1984-85	72,971	18,714	127,286	99,006	679,538	937,518
%	2.4	0.6	4.2	3.3	22.6	31.1
1985-86	112,460	36,321	176,142	135,212	880,483	1,099,626
%	3.0	1.0	4.8	3.7	23.8	29.8
1986-87	118,117	36,619	168,848	139,324	913,984	1,194,961
%	3.0	0.9	4.2	3.5	23.0	30.1
1987-88	117,400	31,547	163,609	133,455	980,737	1,232,243
%	2.9	0.8	4.0	3.3	24.0	30.2

\* Cash payments to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act 1977, are excluded from this table.

\* Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, sont exclus de ce tableau.

**Table 4**  
Federal Government Expenditures\* in Support of Education and Training, by Province and Territory, and Percent, 1982-83 to 1987-88

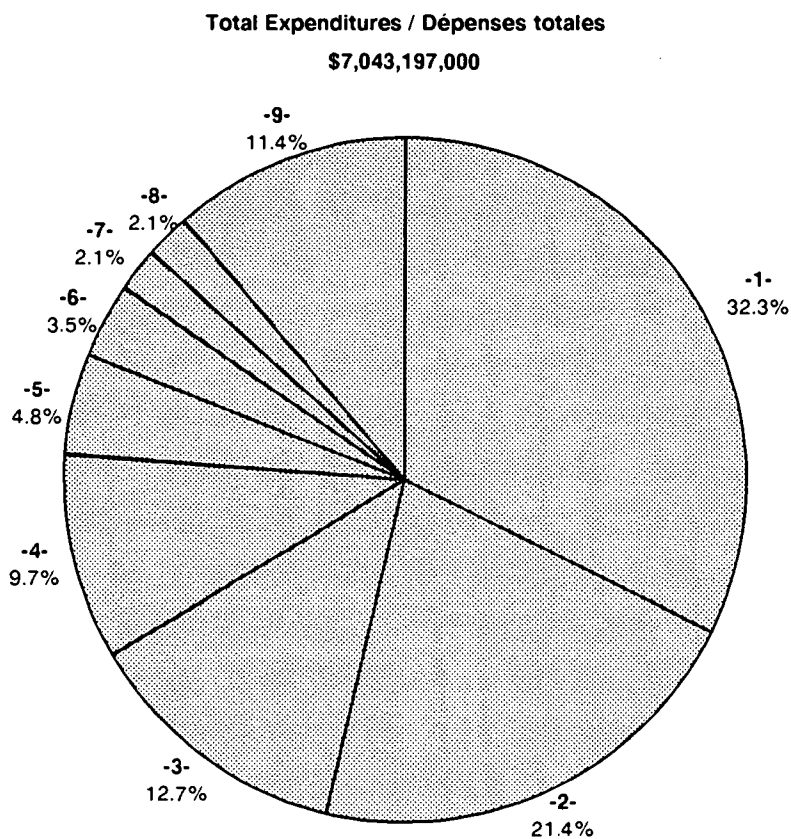
	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Total provinces and territories
			Alb.	C.-B.		T.N.-O.	Total provinces et territoires
1982-83	165,087	167,661	225,917	299,352	7,194	7,398	2,505,398
%	6.6	6.7	9.0	12.0	0.3	0.3	100.0
1983-84	178,440	172,591	253,064	330,829	6,715	11,668	2,747,507
%	6.5	6.3	9.2	12.0	0.2	0.4	100.0
1984-85	219,156	196,435	293,045	347,568	8,448	11,723	3,011,408
%	7.3	6.5	9.7	11.6	0.3	0.4	100.0
1985-86	250,804	208,445	349,573	426,369	7,933	11,749	3,695,117
%	6.8	5.6	9.5	11.5	0.2	0.3	100.0
1986-87	273,240	246,837	389,185	484,044	6,070	3,132	3,974,361
%	6.9	6.2	9.8	12.2	0.1	0.1	100.0
1987-88	268,510	259,655	394,496	486,695	5,649	3,117	4,077,113
%	6.6	6.4	9.7	11.9	0.1	0.1	100.0

\* Cash payments to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act 1977, are excluded from this table.

\* Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, sont exclus de ce tableau.

**Percentage Distribution of Federal Government Expenditures in Support of Education and Training by Major Programs, Canada and Foreign, 1989-90**

**Répartition en pourcentage des dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation selon les principaux programmes, Canada et étranger, 1989-90**



- 1- Established Program Financing; cash payments<sup>1</sup>  
Financement des programmes établis; paiements en espèces<sup>1</sup>
- 2- Canadian Jobs Strategy Program  
Programme de planification de l'emploi
- 3- Direct support for University Research<sup>2</sup>  
Aide directe à la recherche universitaire<sup>2</sup>
- 4- Education and Vocational Training of Indians and Inuit  
Éducation et formation professionnelle des Indiens et Inuit
- 5- Canada Student Loans Program  
Programme canadien de prêts aux étudiants

- 6- Official Languages in Education Program  
Programme des langues officielles dans l'enseignement
- 7- General and Official Languages Training to Federal Employees  
Formation générale et enseignement des langues officielles aux fonctionnaires fédéraux
- 8- Grants in Lieu of School Taxes  
Subventions tenant lieu de taxes scolaires
- 9- Other Programs  
Autres programmes

<sup>1</sup> Cash payments in respect of postsecondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977.

<sup>2</sup> Includes amounts directed to individuals for education support.

<sup>1</sup> Paiements en espèces pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé.

<sup>2</sup> Comprend des montants aux particuliers pour l'aide à l'éducation.

## Explanatory Notes

1. The data in this bulletin were collected through surveys conducted in February 1984, September 1985, April 1986, January 1987, March 1988 and April 1989. The population surveyed consists of the federal departments and agencies listed in Schedules A and B of the financial Administration Act (FAA) and mentioned in Section 1, Parts 1 and 2, of the Public Service Staff Relations Act (PSSRA).
2. "Education and Training" is defined as formal education, training and research in education institutions, federally sponsored training in private enterprises, and general training and official languages instruction offered to federal employees.
3. In Catalogue nos. 81-208, 81-220 and 81-229, Statistics Canada presents total consolidated education expenditures by source of funds. In this consolidation, federal cash payments to the provinces and territories in respect of post-secondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977, are included with provincial and territorial government expenditures rather than with federal. Similarly, federal funds transferred under the Official Languages in Education Program are classified as provincial or territorial. Statistics Canada has no information on what proportion of these funds is actually spent on education. For more information on the financing arrangements under these two programs, please refer to "Financial Statistics on Education", Catalogue 81-208.

## Notes explicatives

1. Les données de ce bulletin ont été recueillies au moyen d'enquêtes menées en février 1984, septembre 1985, avril 1986, janvier 1987, mars 1988 et avril 1989. La population visée par ces enquêtes comprend les ministères et organismes fédéraux énumérés aux annexes A et B de la Loi sur l'administration financière (LAF) et ceux mentionnés à l'article 1, Parties 1 et 2 de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction Publique (LRTFP).
2. L'expression "éducation et formation" signifie l'enseignement régulier, la formation et la recherche dans les établissements d'enseignement, les programmes fédéraux de formation en entreprise ainsi que la formation générale et l'enseignement des langues officielles aux fonctionnaires généraux.
3. Dans les publications 81-208, 81-220 et 81-229, Statistique Canada présente les dépenses consolidées au titre de l'enseignement, par source de fonds. Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé sont inclus dans les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux et non dans les dépenses fédérales, de même que les versements pour le Programme des langues officielles dans l'enseignement. Statistique Canada n'a aucune donnée sur le pourcentage de ces fonds effectivement dépensés pour l'enseignement. Pour obtenir plus de renseignements sur les ententes financières conclues en vertu de ces deux programmes, veuillez vous reporter à la publication "Statistiques financières de l'éducation", n° 81-208.

Statistics Canada Library  
Bibliothèque Statistique Canada



1010057905